

ARCOHIPPEL

Journal du Forum Civique Européen

ZONES A DEFENDRE

Communiqué du Forum Civique Européen

Le FCE appelle le gouvernement français à retirer immédiatement ses unités de gendarmerie des terrains occupés de la zad à Notre-Dame-des-Landes.

La zad, depuis plusieurs années un champ d'expérimentation de vie et de travail collectif, est en danger de destruction. Il y a cinquante ans, le gouvernement a choisi cette zone humide écologiquement inestimable de douze kilomètres carrés pour la construction d'un aéroport. Tout au long de dizaines d'années de combat, des paysan·nes exproprié·es, des occupant·es, des défenseur·euses de la nature et beaucoup de personnes de la France entière ont fait prendre conscience au gouvernement que ce territoire n'est pas adapté à la construction d'un aéroport. En janvier 2018, le gouvernement a annulé le projet. Depuis le 9 avril, 2.500 gendarmes progressent sur le terrain avec véhicules blindés, gaz lacrymogènes, grenades, hélicoptères, drones... contre la résistance des occupant·es, dans le but de les chasser. Trente cabanes et maisons ont été complètement détruites, beaucoup d'occupant·es et de gendarmes ont été blessés.

Ce qui a l'air d'une vengeance planifiée est justifié par l'illégalité des occupant·es, leur légitimité étant ainsi masquée. Le gouvernement exige, pour leur régularisation, que chaque personne qui souhaite rester sur ce territoire dépose une déclaration d'intention de projet individuel. Si la demande est acceptée, la personne peut rester, tous les autres doivent partir, ce qui conduit à une scission du mouvement. Sous la présence massive des gendarmes, les occupant·es devraient se sentir obligés de renoncer à leur projet collectif commencé depuis des années et embrasser le destin d'un petit paysan individuel.

L'Etat s'accroche à un système social apparemment unique, qui

dans le monde entier conduit à la destruction de la communauté villageoise et de la nature. Il ne tolère manifestement aucune expérimentation pour sortir de ce système destructif. L'individualisation de la propriété foncière entraîne depuis toujours l'expulsion des «petits» par des sociétés toujours plus grosses, avec l'injonction de se développer continuellement, sans égard pour la nature. Elle conduit automatiquement à la disparition de la vie sociale à la campagne, un besoin fondamental de l'homme.

Partout dans le monde, des projets collectifs émergent, dans lesquels le sol n'est pas une propriété individuelle, mais est utilisé comme bien commun. Exactement là où le système a échoué, l'utilisation collective des terres est souvent la seule solution. Les sans-terres, en Espagne, en Grèce, au Brésil ou au Mexique par exemple, qui occupent actuellement des terrains en friche, sont souvent expulsés précisément pour cette raison.

En même

temps que la gendarmerie agit contre les occupant·es à la zad, en Andalousie les occupant·es sans-terres de «Cerro Libertad» sont expulsés par la Guardia Civil. Le gouvernement andalou exige également qu'ils déposent des déclarations d'intention de projet individuel. Le projet communautaire des sans-terres fonctionnant depuis des dizaines d'années sur des terrains occupés à Marinaleja devrait ainsi être détruit sous la pression de la privatisation.

Au nom de beaucoup de collectifs, d'organisations et d'individus, le FCE demande au gouvernement français d'arrêter immédiatement la destruction brutale de la zad et de reprendre le dialogue avec des projets communautaires porteurs sur ce territoire si singulier. Il s'agit de maintenir la confiance dans la solidarité humaine. Des formes collectives de vie et d'économie contredisent le manque apparent d'alternatives à l'individualisation fatale de notre société. Elles doivent enfin être

reconnues à côté des formes individuelles de vie et d'économie. (Suite du dossier Notre-Dame-des-Landes page 2.)

AZB 4001 Basel
Europäisches BürgerInnen Forum, 4001 Basel

Cerro Libertad

Depuis le 1^{er} avril 2017, les travailleurs journaliers andalous du SOC / SAT occupaient une ferme de 75 hectares d'oliviers, abandonnée depuis 5 ans*.

Cette propriété proche de Jaen appartient à une banque espagnole, BBVA, qui touche annuellement des milliers d'euros de primes agricoles européennes sans rien produire sur ces terres.

Dans cette région où le taux de chômage est le plus élevé d'Europe (plus de 30 %), le SOC voulait ainsi mettre ce scandale en pleine lumière, réaffirmer la vocation sociale de la terre, et manifester son soutien à l'un de ses membres, Andrés Bodaló, emprisonné injustement depuis un an. Des millions d'euros d'aide alimentaire y sont distribués par l'ONU tous les ans pour maintenir la paix sociale. Une quinzaine de personnes avaient remis ces terres en culture, taillé les oliviers, fait du jardinage, démarré des petits élevages, récolté les olives, installé une petite presse pour faire de l'huile.

A leur demande, une délégation du Forum Civique Européen était venue les soutenir une semaine en novembre 2017, et une réelle amitié s'est développée. Menacés d'expulsion de cette propriété «privée»



«ZAD partout», le jeu de belote de la zad

depuis le 1^{er} avril 2018, après une année d'occupation, les occupant-es étaient en pourparler avec la banque pour régulariser cette situation. Un rendez-vous avait été pris pour le 18 avril, qui a été annulé la veille par la banque. Le lendemain, le 19 avril à 7 heures du matin, les 15 occupant-es étaient délogés par 300 gendarmes de la *Guardia Civil*. Manifestement, la banque leur a tendu un piège pour ne pas se retrouver devant 300 occupant-es résolues. La maison, où des investissements ont été faits, a été murée, et de belles peintures murales effacées. Le SOC/SAT, dernier syndicat agricole à occuper massivement des terres en Europe, et fort d'une longue expérience, se promet de poursuivre l'occupation de ces terres abandonnées pour y installer des familles dans le besoin.

Maria Montavez, secrétaire du Syndicat de la petite ville de Jodar, à une quarantaine de kilomètres de Jaen, est condamnée à 6 mois de prison avec sursis pour de multi-

ples occupations de terres. Une récidive la condamnera à de la prison ferme. Les militants du SOC sont harcelés par la justice espagnole.

Vous pouvez envoyer des lettres de protestation à la banque, et au gouvernement de la Région andalouse dont les adresses suivent. Faites-nous part de vos protestations, de vos idées.

Constituée en «Zone A Défendre», Cerro Libertad est solidaire de la zad de Notre-Dame-des-Landes, proteste contre l'expulsion de nombreuses zad partout dans le monde, et défend un droit d'usage contre le droit de propriété.

Jacques Berguerand
d'après un communiqué du
SOC/SAT

* Voir l'article plus complet sur cette lutte dans Archipel N°267, février 2018, *Nouvelles du SOC/SAT*

Junta de Andalucía: c/ Tabladilla s/n C.P. 41013- Sevilla
Fax: 0034955032134
info.consejero.capder@juntadeandalucia.es
BBVA: Pz Dean Mazas, 2 C.P. 23001, Jaen
Tel: 00349532243226

Mobilisation pour la zad

Mardi 24 avril, des personnalités ont lancé un appel au gouvernement et au mouvement qui défend la zad «pour un arrêt des expulsions et un accompagnement dans un projet d'avenir coopératif». Les signataires* pensent qu'il est important de dépasser les appels ponctuels qui tombent vite dans l'oubli, pour proposer une initiative sur le long terme. Parmi eux, Vandana Shiva, Jean Ziegler, Francis Hallé, Gilles Clément.

«Après deux semaines de la plus grande intervention policière en France depuis 1968, nous sommes très inquiets devant la tournure que prend la situation à Notre-Dame-des-Landes.

Nous saluons la démarche de la délégation constituée des différentes composantes du mouvement qui s'est rendue vendredi 20 avril à la préfecture à Nantes munie d'un dossier qui décrit en détail leur vision pour l'avenir des terres qui ont été travaillées ces dernières années par les occupant-es. Ce dossier comprend un ensemble de fiches nominatives qui concernent les divers projets existants ou en construction sur la zad.

Malgré ce geste du mouvement envers le gouvernement, rien n'assure pour l'instant que le gouvernement ne relance pas de nouvelles expulsions des lieux de vie et des fermes, avec le risque d'une nouvelle escalade de la violence.

En tant que chercheur/ses, expert-es, praticien-nes ou observateur/trices du monde agricole et rural, nous nous tenons prêts à former un Comité d'Accompagnement et de Conseil qui suivrait

à long terme le projet d'avenir qui a été proposé le 20 avril aux autorités françaises.

Nous adressons un appel solennel au gouvernement français pour qu'il accorde tout le temps nécessaire à la mise en place sereine de cette démarche coopérative et pour qu'il respecte la volonté des occupants d'assurer le meilleur avenir possible pour ce territoire dans le sens du bien commun.»

Certains signataires ont précisé comment ils pourraient imaginer apporter un soutien concret à la zad. La question de la gestion des forêts, par exemple, sera essentielle. Il y a un groupe sur la zad, «Abracadaboïs», qui fait un travail remarquable dans les forêts et les haies et qui a fourni du bois issu de la zad pour de nombreux chantiers. L'un des signataires, Gaëtan du Bus, l'ingénieur forestier indépendant qui était l'initiateur du Réseau pour les Alternatives Forestières, se propose de les aider à élaborer un plan simple de gestion pour ces forêts.

Autre exemple: Paul Polis, vétérinaire homéopathe membre du GIE Zone Verte, propose d'apporter 20

ans d'expériences d'accompagnement de projets d'élevages grâce à la formation des éleveurs aux différentes techniques d'alimentation et de soins (homéopathie, Phyto-Aroma thérapie, médecines manuelles). De son côté, Albert Widmer, berger et éleveur ovin à Longo maï, évoque plus de 40 ans d'expérience dans une très grande diversité d'activités. «*Nous sommes bien évidemment prêts à tout moment d'apporter nos connaissances, d'organiser des formations ou des stages, soit à Notre-Dame-des-Landes, soit dans nos coopératives, et réfléchir ensemble sur comment pérenniser des projets collectifs dans le sens du bien commun.*» Elisabeth et Philippe Catinand de Biau Germe, entreprise de production de semences, propose d'envoyer des graines à la zad.

Kevin Morel, chercheur en agro-écologie, a démontré que des systèmes de maraîchage biologique inspirés par des logiques agro-écologiques pouvaient être viables économiquement en produisant une grande diversité et quantité de légumes frais et locaux sur des petites surfaces. Ses travaux pourraient être valorisés pour accompagner des projets de microfermes à Notre-Dame-Des-Landes. Loin d'être des initiatives anecdotiques, les microfermes peuvent être les maillons d'un «*puzzle territorial*» plus vaste en coopération durable et féconde avec d'autres formes d'agriculture à plus grande échelle (céréales, élevage), les unes s'inspirant des autres pour une transition agroécologique globale.

* Liste des signataires sur: <https://zad.nadir.org/spip.php?article5706>

La bataille politique de la propriété privée

Depuis des années, *Reporterre* suit le développement de la zad. Lors du camp climat qui s'y était déroulé, ce quotidien de l'écologie rapportait fidèlement ce qui s'y passait vraiment, un contrepoint précieux aux articles des grands médias. Depuis le début de l'occupation militaro-policière sur la zone, *Reporterre* informe quasiment heure par heure de la réalité sur place, des interventions politiques et des messages de soutien.

A Notre-Dame-des-Landes, l'Etat veut récupérer le contrôle de terres. Il délégitime les revendications zadistes au nom de la propriété privée. Cet article de *Reporterre** met en perspective cette notion inséparable du capitalisme.

«Barrez-vous, c'est pas chez vous ici!»

Ce mardi, au 9^e jour de l'opération militaire sur la zad, l'ardeur des militants à protéger «leur» territoire face à l'Etat et ses représentants armés ne faiblissait pas.

Pourtant, depuis l'abandon officiel du projet, le 17 janvier dernier, il n'est pas rare d'entendre d'anciens opposants au projet d'aéroport critiquer les zadistes: maintenant qu'ils ont gagné, ils devraient retourner à une vie normale, dans les règles, et n'auraient plus rien à faire sur des terres qui ne leur appartiennent pas. Car, c'est bien l'Etat qui est propriétaire des terres occupées, et n'est-il pas logique qu'il cherche à remettre la main sur l'usage qui en est fait?

Juridiquement, il est difficile de soutenir le contraire. Mais pas du point de vue de la légitimité: les zadistes ont contribué à défendre

et à sauver ces lieux du bétonnage, ils devraient pouvoir continuer à y vivre et travailler. Maeva a habité quelques temps sur la zad, et vit aujourd'hui en squat, près de Bordeaux. Selon elle, «on peut être légitimement occupant, habitant, autrement que parce qu'on a de l'argent. Quelqu'un qui vit sur un terrain qu'il connaît comme sa poche, le cultive, est plus légitime que quelqu'un qui arrive avec plein d'argent».

Naissance de la propriété privée

Depuis quelques années, la notion de «communs» fait son retour. Il s'agit de concevoir des formes d'organisation selon lesquelles la propriété ou les droits d'usage sont collectifs. *Reporterre* avait d'ailleurs imaginé que Notre-Dame-des-Landes, débarrassée d'aéroport, devienne un bien commun. Or jusqu'ici, l'Etat refuse tous les projets qui ne sont pas individuels, y compris ceux portés par un collectif d'habitants (comme l'a montré l'expulsion des Cent Noms, mardi dernier). Comment expliquer cette raideur institutionnelle?

Pour Etienne Le Roy, professeur émérite d'anthropologie du droit à



Armando, l'orée du bois, 1987

Paris, et ancien directeur du Laboratoire d'anthropologie juridique de Paris, «l'inculture générale des Français est incroyable». «On croit que la propriété privée a toujours existé, alors que, jusqu'à la fin du XVIIIe siècle en France, il y avait des propriétaires, mais pas de régime juridique organisé de propriété», rappelle-t-il.

Selon lui, nous, occidentaux, serions tellement convaincus de la supériorité de notre modèle d'organisation, fondé sur la propriété privée, que nous aurions absolu-

ment oublié qu'il en existe d'autres. «Au moins un tiers de l'humanité continue à vivre avec des principes d'organisation qui n'ont rien à voir avec ce qu'on entend: une grande partie des sociétés africaines continuent à organiser leur vie économique, sociale et politique selon des principes immémoriaux et infiniment plus efficaces que ce que l'on croit.»

Même constat pour Grégory Quenet, professeur d'histoire de l'environnement à l'université de Versailles-Saint-Quentin. «Il n'y a pas de système de propriété unique et intangible», affirme-t-il. Pour preuve, il cite différentes formes de communs. Par exemple la pratique des assolements, un système agricole où les cultures et leurs rotations étaient décidées par la communauté et ensuite imposées aux cultivateurs. «On était propriétaire de sa terre, mais on ne décidait pas de ce qu'on y produisait», explique Grégory Quenet.

Autres exemples, les cas d'appropriation des terres d'autrui: «Lors des colonisations, il a fallu justifier l'accaparement des terres. En Amérique, les puritains anglais ont pris la terre des Indiens en disant: «Ils ne travaillent pas la terre, ne créent pas de richesse.»» À chaque fois, précise Grégory Quenet, le nouveau régime de propriété est garanti par une souveraineté, un système de pensée ou de croyances (en l'occurrence, la Couronne d'Angleterre).

Colonisation intérieure

Au XX^e siècle encore, le discours colonialiste et libéral cherchait à discréditer la propriété collective et les communs. Avec deux arguments: leur inefficacité en matière de rendements, et l'anarchie qui en résulterait. En 1968 paraît

un article qui fera date, signé du biologiste Garreth Hardin, «la tragédie des biens communs»: l'auteur affirme que la propriété collective conduit à la destruction écologique, et qu'il vaut donc mieux privatiser la terre. «C'est un argument en faveur des programmes d'aide au développement en Afrique et de la privatisation des terres», explique Grégory Quenet. Aujourd'hui encore, les tenants du libéralisme affirment «l'absence de soutenabilité» de la zad, qu'ils expliquent par «les étranges conceptions économiques des zadistes, qui ont posé le principe du «prix libre» en opposition explicite aux lois du marché».

En réalité, «la propriété collective est plus rigoureuse, plus encadrée que la propriété privée», selon Quenet. Mais les pratiques antérieures ont tout de même été occultées, au profit de celles «qu'une politique d'exploitation, coloniale, voulait imposer à l'ensemble du monde», selon Étienne Le Roy, qui fait le parallèle avec ce qui se passe à la zad. «Le type de problématiques qu'on peut analyser de manière historique avec les sociétés africaines, vous en retrouvez toutes les applications à Notre-Dame-des-Landes: le ministère de l'Intérieur qui se prétend détenteur d'une connaissance et d'une compétence au titre de principes juridiques incontestables dans sa perspective, mais qui ignorent, récusent, voire cherchent à détruire les réponses qu'un certain nombre d'acteurs avaient inventées durant ces quelques années d'expériences selon une logique de communs.»

«Une sorte de colonisation intérieure», enchérit Grégory Quenet, qui serait menée au nom de «l'Etat de droit». Mais, qu'est-ce qui se cache derrière cette formule copieusement répétée par le gouvernement et ses représentants? Dans un article du *Monde diplomatique* daté de mars 2016, l'économiste et philosophe Frédéric Lordon écrivait justement: «Il n'est pas une Constitution qui ne dissimule dans ses replis une idée très arrêtée de la société qu'elle organise. [...] Le talisman caché de nos républiques successives, c'est le droit des propriétaires des moyens de production.»

La réinvention des communs

La propriété privée ne s'est effectivement généralisée en France qu'à la fin du XVIII^e siècle, après la Révolution. «Il s'agissait de remplacer les droits seigneuriaux», explique Grégory Quenet. Mais pas seulement: pour Étienne Le Roy, la propriété privée est avant tout liée à l'invention du marché généralisé, c'est-à-dire du capitalisme: «Elle est la condition même de

l'échange sur le marché: si on n'en est pas propriétaire, on ne peut pas disposer d'un bien. Les sociétés d'avant le capitalisme n'avaient pas besoin de régimes de propriété privée. La terre, en particulier, était hors commerce, elle ne pouvait pas être échangée.»

Et si c'était tout cela, finalement, que la zad remettait en cause, et qui lui valait une si forte réaction de l'Etat? «Ici, la question n'est pas de savoir à qui appartiennent juridiquement ces lieux, mais qu'est-ce qui est en jeu comme type de souveraineté, comme système supérieur qui fonde la légitimité», dit Grégory Quenet. «Dans les sociétés africaines, tout vient du bas, de l'intérieur des groupes, nuance Étienne Le Roy. Au lieu d'avoir besoin d'une justification venant de l'extérieur et du supérieur, elle vient du groupe qui formalise son projet. C'est comme ça depuis l'origine de l'humanité.»

La zad n'en était pas arrivée à ce degré d'«unification». Selon Prune, qui connaît bien Notre-Dame-des-Landes, «ce n'est pas un modèle de société post-révolutionnaire, ce sont des expériences, des gens qui tâtonnent». «A la zad, l'idée de base était que chaque groupe d'habitants se gère en commun, à partir de la collectivisation des ressources. Cela dit, les installations se sont faites de différentes manières, donc il y a des modes d'habiter et des pratiques très différentes.»

Pour Étienne Le Roy, «ce qui est en jeu derrière ces péripéties, c'est la réinvention des communs. Pas ceux du XVIII^e siècle, mais des néo-communs, des principes d'organisation et de partage qui s'inscrivent dans la société capitaliste d'aujourd'hui, avec des exigences de solidarité». Ou en dehors du capitalisme, comme la zad s'y essaye depuis des années.

Baptiste Giraud,
Reporterre

* <reporterre.net>

Reporterre

Le quotidien de l'écologie veut proposer des informations claires et pertinentes sur l'écologie dans toutes ses dimensions, ainsi qu'un espace de tribunes pour réfléchir et débattre. Dans toutes ses dimensions signifie que pour nous, l'écologie est politique, et ne peut se réduire à des questions de nature et de pollution - même si nous suivons attentivement ces questions vitales. L'écologie engage le destin commun, engage l'avenir, sa situation découle largement des rapports sociaux: c'est donc bien une écologie politique et sociale que Reporterre présente et discute. Impartial et non partisan, Reporterre est en empathie avec les mouvements écologiste, altermondialiste, et alternatif. Sa vision de la situation présente de la planète est que la crise écologique en est le problème fondamental. Il entend aussi relayer toutes les initiatives qui montrent que les alternatives au système dominant sont possibles et réalistes. Reporterre dépend majoritairement des dons. Nous publions une information de qualité, en accès libre et sans publicité pour permettre aux citoyens de construire le monde de demain.
<https://reporterre.net/Soutenir>

Extrait du dernier communiqué reçu alors que nous préparons la maquette: ce matin, le ministre de l'Intérieur Edouard Philippe a annoncé qu'un comité se réunirait à partir du 14 mai pour étudier les dossiers déposés en préfecture. Pendant ce temps-là sur la zad, et alors que les médias annoncent une trêve, les grenades continuent d'exploser, les gaz d'envahir les airs et de polluer les champs et les flics et leurs blindés d'occuper les routes. Le premier sinistre a également déclaré que «les interventions nécessaires se préparent», préparant ainsi le terrain pour de nouvelles expulsions. Pour les infos au jour le jour, et même heure par heure, parfois minute par minute: <https://zad.nadir.org/>

UKRAINE

Restons mobilisé·es pour libérer Svydovets

Dans la région de Transcarpatie, en Ukraine, dans le massif montagneux Svydovets, des oligarques planifient de construire un complexe touristique et de loisirs qui s'appellera Svydovets.

La construction de cette méga station de ski se fera sur une surface de 13.670 hectares. La longueur totale des pistes de ski prévues serait de 223 kilomètres et celle des remontées mécaniques de 53 kilomètres, tout cela pour un hébergement potentiel de 28.000 vacancier·es. Il devrait y avoir 60 hôtels, 120 restaurants, des parkings de stationnement, des supermarchés, des centres de santé et de remise en forme, un terrain de golf et même un aéroport. Le projet est présenté comme un «*mira- cle économique pour la Transcarpatie*» avec 5000 emplois promis, des rivières d'argent et le prestige de pouvoir accueillir les Jeux Olympiques dans l'avenir.

Une mise en œuvre inacceptable

Ce projet n'est pas intégré au «*Schéma des projets de développement pour les montagnes des Carpates*» qui est en cours d'éla-

boration au Conseil des ministres de l'Ukraine. Il ne fait pas partie de la «*stratégie de développement régionale*» et ne prend pas en compte les risques écologiques potentiels. Les autorisations ont été demandées par les administrations des districts de Tyachiv et Rakhiv, en vue d'aider les futurs «investisseurs» qui ainsi n'apparaissent pas officiellement. En fait, tout le monde sait qu'il s'agit d'un agrandissement de la station de Bukovel. Les propriétaires connus, du fait que les sociétés opaques qu'ils utilisent sont inscrites à Chypre, sont les oligarques Ihor Kolomoïsky, Hennadij Boholjubow, Oleksandr et Victor Shevchenko. Un Plan Détaillé du Territoire a été approuvé à la hâte par décret par les chefs d'administration des districts sans même avoir été publié, approbation cassée par le tribunal le 10 janvier 2018. Les administrations ont fait appel: la pre-

mière convocation de l'appel devait avoir lieu le 18 avril. Une de nos priorités est de mobiliser nos sympathisants de la ville de Lviv pour médiatiser le sujet et faire comprendre aux juges qu'une décision «étrange» ne serait pas sans conséquences.

Un projet aux lignes opaques

Sur le site officiel du Gouverneur de Transcarpatie, l'administration régionale indique que les forestiers d'Etat construisent une route à travers la forêt pour améliorer la logistique du futur complexe touristique Svydovets. Ce sont les mêmes forestiers qui ferment les yeux sur les coupes de bois illégales et qui soutiennent actuellement l'urbanisation de forêts. Pourquoi de l'argent public est-il utilisé alors qu'il s'agit d'un investissement privé? Cette question n'est toujours pas éclaircie. En Transcarpatie, l'environnement subit déjà d'importantes dégradations (augmentation de la température moyenne, pas de neige importante, des pluies diluviennes, des inondations, des glissements de terrain, l'assèchement des rivières, la détérioration de la qualité de l'eau potable). Sans une évaluation de l'impact sur l'environnement des activités proposées, la construction de cette méga station de ski pourrait encore aggraver la situation écologique dans toute la région. Si l'on observe une carte climatique de Transcarpatie, les raisons du choix de ce lieu pour implanter une station de ski sont évidentes. Il y a la plus grande pluviométrie régionale (avec plus de 1400 mm de pluie par an) ce qui en fait la région la plus enneigée d'Ukraine. Malgré cela, le plan consiste à créer encore 11 retenues collinaires qui affecteront de manière significative l'écosystème fluvial de l'Ukraine et de l'Europe. Ceci constitue une violation de l'équilibre hydrologique de la Tisza Noire et de ses affluents et par conséquent du Danube. Officiellement, ni la Hongrie ni la Roumanie n'ont réagi. Mais sont-ils même au courant? D'autres impacts anthropiques sont à attendre après la construction du complexe (la qualité de l'eau et la nécessité d'un traitement des eaux usées, les problèmes des déchets, les besoins en énergie). La disparition des zones humides, des lacs, des marais, des prairies, des marécages, devrait augmenter de manière significative les risques naturels tels que les glissements de terrain, les coulées de boue et les inondations. En outre, la construction prévue viole les principes des deux conventions internationales ratifiées par l'Ukraine. A savoir: la Convention des Carpates (Convention-cadre pour la protection et le développe-

ment durable des Carpates) et la Convention de Berne pour la protection de la flore et de la faune sauvages et du milieu naturel en Europe.

Free Svydovets

C'est pour toutes ces raisons que nous nous sommes constitués en Groupe d'Initiative Free Svydovets afin de lutter contre la déforestation et sauvegarder le plus beau massif des Carpates. Profitant d'un pays en crise et en guerre, ces oligarques sans scrupules et nourris par des appétits sans fin ne suivent pas même les lois élémentaires des demandes de permis de construire. Il faut dire que la plupart sont des parlementaires, ce sont eux qui font la loi. Profitant de leur aura de bons «sponsors», ils font croire aux populations locales désespérées que les infrastructures de leurs villages profiteront du «boom économique» apporté par leur complexe hôtelier privé. Bien qu'ils détiennent le pouvoir politique, économique et médiatique, nous avons bien l'intention d'être le grain de sable qui fait dériver leurs belles planches à billets. Au tout début de la lutte, ce sont trois entrepreneurs du village de Loupokov qui se sont révoltés contre ce projet dont personne n'entendait parler. Lors des réunions de présentation du projet touristique dans leur village, ils ont bien réalisé que cette présentation d'un futur Eldorado Svydovets compromettrait l'avenir des montagnes tout autour d'eux. Mais encore davantage quand ils ont vu que les forestiers d'Etat soutenaient avec ferveur ce projet. Ils ont alors compris que les destructeurs sans vergogne des forêts autour d'eux ne pouvaient être que complices d'une «affaire» des plus douteuses. C'est aussi eux qui ont insisté pour lancer la procédure judiciaire contre les décrets des administrations des districts. Armés de leur volonté farouche, ils nous ont rassemblés et guidés dans nos premières expéditions sur le plus beau et le plus sauvage des massifs des Carpates. Depuis, ils subissent régulièrement une répression injustifiée par des contrôles administratifs dans leurs entreprises.

De nombreux soutiens

Grâce à l'appui du Forum civique Européen, de Environment-People-Law, de WWF-UA et de nombreuses autres organisations, depuis le mois de novembre, des milliers de lettres ont été adressées au Président Porochenko. Bien que pour l'heure sans réponses, l'impact de ces lettres venant du monde entier pour réclamer la sauvegarde d'un Svydovets sauvage aurait été à l'origine, la semaine



Frans Krajcberg, La Revolte

dernière, du vote précipité de l'Assemblée Nationale de la loi sur «*l'Evaluation Environnementale Stratégique*». Aujourd'hui, nous rassemblons une quinzaine d'organisations écologiques et une vingtaine de militants engagés, plusieurs milliers d'abonnés sur Facebook¹ et de visites sur notre site internet². Nous venons de lancer un appel à signer une pétition auprès du Président Porochenko pour sauver Svydovets. L'objectif de cette pétition est de donner du courage à celles et ceux qui pensent, comme nous, à l'opposé de la logique de ce projet, de leur faire comprendre qu'elles ne sont pas isolées comme on voudrait nous le faire croire. Une jeune équipe de cinéastes nous aide avec des clips vidéo de «*Leader de Pensées*» pour sensibiliser les gens à notre cause. Avec eux, nous cherchons des financements pour faire un court-métrage sur l'histoire de cette lutte. L'Institut Ecologique des Carpates vient de lancer une procédure pour protéger la zone des principaux lacs-glaciers de Svydovets auprès du Ministère de l'Ecologie.

Malgré le peu d'écho dans la presse, la résonance de nos actions a poussé nos adversaires le 20 mars à sortir de l'ombre. L'Association civique régionale, l'Institut de gestion rationnelle de la nature et l'Institut d'administration publique et de développement régional ont organisé une table ronde pour soi-disant discuter entre les futurs investisseurs, les forestiers d'Etats et les écologistes. Etrangement, personne du Groupe d'Initiative Free Svydovets n'a été invité à temps. Aussi les participant-es étaient-elles d'accord pour faciliter le tourisme, l'investissement et le développement régional. La langue de bois de rigueur dans ce genre de réunion était à son paroxysme et même ceux qui auraient dû s'opposer, comme Fedir Hamor, le directeur adjoint de la Réserve de Biosphère des Carpates, ont tenu des propos sibyllins dont le sens réel pouvait être interprété dans les deux sens. Nous cherchons encore à faire réagir en notre faveur les mécènes étrangers qui soutiennent financièrement, comme la WSL suisse, les réserves naturelles de Transcarpatie. Du côté de l'investisseur, le principal orateur de cette table ronde et représentant du projet, Yuriy Dobrovolsky, a présenté de façon angélique ce «superbe» projet. L'homme se présente, tour à tour, comme coordinateur du projet Svydovets pour l'administration régionale de Transcarpatie, comme adjoint du directeur de Bukovel ou comme directeur du Panhans Grandhotel de Semmering en Autriche. Il est en fait, très proba-

blement, l'homme de main de nos chers oligarques. Cette table ronde avait surtout pour but de rassurer les partenaires du projet conscients que les oppositions deviennent croissantes mais cela n'a pas eu beaucoup d'échos dans la presse. Le gouverneur Guennady Moskal, principal défenseur du projet, semble chercher à gagner du temps. Le tribunal ayant annulé les décrets de ses sous-administrateurs, il a lancé la procédure d'appel pour essayer d'obtenir rapidement du ministère de l'Ecologie le document appelé «*Etude d'impacts environnementaux*» qui lui permettrait de changer l'attribution des terres. Jusqu'au 4 avril, les citoyen-nnes peuvent envoyer par écrit leurs doléances au ministère de l'Ecologie. L'administration du Gouverneur a quand même besoin d'un organisme scientifique qui prendrait sur soi de déclarer réaliste cette nouvelle ville au milieu d'un des massifs les plus riches en biodiversité des Carpates. Et si des traîtres à l'environnement se vendent, alors il y aura encore de nouvelles audiences publiques avant les permis de construire définitifs. Nos

opposant-es sont persuadé-es que ces audiences publiques dans les villages autour du massif sont la partie la plus facile à obtenir. Si ces procédures durent plus de six mois, la nouvelle procédure appelée «*Evaluation Environnementale Stratégique*» correspondant aux normes européennes devra entrer en vigueur. C'est cette loi votée tout dernièrement précipitamment, probablement suite aux lettres de nos soutiens à l'étranger, et dont personne ne connaît encore les rouages, qui pourrait ralentir grandement les permis de construire.

Nos prochaines actions concrètes sont le 12 avril avec la réunion du Groupe d'Initiative. Le 16 avril, une conférence de presse est organisée à Kiev pour essayer de faire passer l'information dans des médias indépendants (il y en a très peu) et appeler à signer la pétition: objectif 20.000 signataires. Le 18 avril, conférence de presse à Lviv et mobilisation devant le Tribunal.

Groupe d'Initiative
Free Svydovets
le 27 mars 2018

1. <www.facebook.com/freesvydovets>
2. <freesvydovets.org>

QUESTIONS D'HIER ET DE DEMAIN

Mobilisation de masse contre la guerre

Il y a un siècle, la Première Guerre mondiale entrait dans sa quatrième année. L'hiver était particulièrement rude et la situation de l'approvisionnement en Autriche dramatique, beaucoup souffraient de la faim et des conditions de travail tyranniques dans l'industrie de la guerre. Le 14 janvier, les ouvriers et les ouvrières réussirent à bloquer la machine de guerre pendant plus d'une semaine.

«*Peuple ouvrier! Cela fait trois ans et demi que dure cette guerre assassine, et malgré les pourparlers de paix, rien ne semble vouloir mettre fin à cette boucherie.*» Ce sont ces mots que découvrit la police au soir du 12 janvier 1918 dans la rue Währinger à Vienne, sur un tract qui mettra le feu aux poudres les jours suivants. Rédigé par deux jeunes pacifistes, Franz Koritschoner et Leo Rothziegel, ils y faisaient une critique virulente des pourparlers de paix de Brest-Litovsk qui s'enlisaient de plus en plus. Le gouvernement était extrêmement nerveux: le ministre des Affaires étrangères, Ottokar Graf Czernin, qui négociait pour la monarchie de Donau, avertit Vienne par télégramme de mesures de censure

de la presse, la moindre information sur l'état des négociations pouvant déclencher des émeutes. La direction du Parti social-démocrate (PSD) se comporta de manière relativement calme, eu égard à la situation. Ces circonstances décidèrent Koritschoner, Rothziegel ainsi que de nombreux ouvriers à prendre les devants.

Beaucoup d'entreprises étant soumises à l'effort de guerre et donc à une violente discipline militaire, les grèves étaient strictement interdites et les agitateurs sévèrement punis. Les différents rassemblements organisés par le Parti social-démocrate le 13 janvier à Vienne et en Basse-Autriche furent considérés par beaucoup comme trop hésitants, ce qui donna lieu à des pro-

testations contre les intervenants officiels.

Des soulèvements massifs

Le 14 janvier, un lundi, le gouvernement annonce la réduction de moitié de la ration de farine. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase, le point de départ de la grève la plus significative de l'histoire autrichienne qui commença à 7h30 dans l'usine de moteurs Daimler à Vienne. Peu après, les ouvrier-es de l'usine de locomotives Siegl'schen, l'usine d'avions, de radiateurs et l'usine de munitions G. Rath rejoignent le mouvement. Dix mille personnes se rassemblent devant l'Hôtel de ville.

Le fameux tract de Koritschoner et Rothziegel circule dans la ville, la grève se répand comme une traînée de poudre. Le 15 janvier, les 15.000 ouvriers, pour la plupart des ouvrières, de l'usine de munitions de Wöllersdorf arrêtent le travail. La grève est suivie également dans la zone industrielle du Steiermarkt, à Linz, Böhmen et Mähren ainsi qu'à Budapest. Le 19 janvier, le mouvement atteint son apogée, 113.000 personnes sont en grève à Vienne et 154.000 en Basse-Autriche.

Cette propagation fulgurante met le PSD au pied du mur. Il élabore dans la nuit un programme de revendications qui prévoit, entre autres, de renoncer aux exigences territoriales envers la Russie et de mettre fin à la militarisation des usines. Suite à une rencontre entre la direction du PSD et le gouvernement, qui s'est dit prêt à faire des concessions, le parti appelle le 19 janvier à mettre fin à la grève.

La guerre ne s'arrête pas

Le mouvement de grève ne cesse pourtant pas immédiatement. Certaines sources donnent même le 20 janvier comme le jour ayant connu la plus forte mobilisation. Certes, après une réunion de neuf heures à la Maison des ouvriers, le Conseil viennois des travailleurs accepte le résultat des négociations avec le gouvernement. Il y a quand même des affrontements dans les cafés et sur la voie publique entre ceux et celles qui se rangent du côté du parti et les pacifistes radicaux.

La position ambivalente et frileuse du PSD se prolonge à travers les différentes phases de la guerre mondiale, et est encore plus flagrante en Allemagne. Là-bas aussi le PSD avait cédé en 1914 aux sirènes de la guerre et à l'enthousiasme patriotique, et voté les crédits militaires en août de la même année. Après l'arrêt de la grève de janvier, la guerre durera encore presque un an sur les fronts du Sud et de l'Est.

Les préoccupations des masses

Dans la lecture sociale-démocratique de l'Histoire, le rôle de la direc-

tion du parti est légitimé, il aurait appréhendé honnêtement les préoccupations «des masses» et ainsi évité une effusion de sang. Cette interprétation comporte pourtant des zones d'ombre, car la poursuite de la guerre était coûteuse en vies humaines, et cela pas seulement sur le front. En septembre 1918, un terrible accident eut lieu dans l'usine de munitions de Wöllersdorf où en janvier de nombreux ouvriers avaient fait grève pour la paix. L'incendie d'une baraque dans laquelle étaient stockées des munitions provoqua une explosion qui causa la mort de plus de 200 personnes, essentiellement des femmes et des jeunes filles, et en blessa une centaine sévèrement.

Malgré le goût amer d'une lutte restée sans effets, la grève de janvier fut le signe annonciateur de beaucoup de réformes sociales, pour la santé et l'éducation. La législation Hanush, l'instauration du droit de vote pour les femmes, la création de la chambre des travailleurs et des comités d'entreprise nous viennent de ces temps agités.

Que ce serait-il passé, si?

L'histoire «contre-factuelle», c'est-à-dire la recherche des possibilités non réalisées contenues dans un moment historique, est un champ de recherche passionnant. Suivant cette méthode, l'historien Hans Hartmann considère qu'en janvier 1918 le PSD aurait pu manœuvrer de manière plus offensive et chercher une alliance entre la classe ouvrière et les membres de la classe bourgeoise qui souhaitaient l'abolition de l'autorité féodale.

Aurait-il été possible qu'un gouvernement démocratique en Autriche mette fin à la guerre sur tous les fronts dès janvier 1918? La grève qui éclata quelques semaines seulement avant les grosses grèves en Allemagne, aurait-elle pu être le point de départ d'une évolution pacifique de l'Europe sur le long terme? Nul ne le saura jamais, mais on peut affirmer avec certitude que la grève de janvier fut l'un des mouvements contre la guerre et l'exploitation les plus impressionnants de l'histoire du XX^e siècle.

Alexander Behr
Membre du FCE Autriche

COSTA RICA

Escuela de la Tierra – L'école de la Terre

Sur les terres de la Finca Sonador, l'association Longo maï a mis sur pied, voilà plusieurs années déjà, un projet social et écologique rassemblant des centaines de personnes venant de tous horizons. Depuis, le projet a pris de l'ampleur.

«D'ici, nous partirons de rien, mais nous partirons avec les locaux. Il est capital que nous puissions interagir au niveau local et coordonner toutes les nombreuses actions de résistance des différents mouvements sociaux; pour l'amélioration des services de santé et contre la construction de barrages, de centrales électriques, la privatisation de l'eau, et le pillage des forêts primaires par les multinationales.»

Voilà plus de douze ans maintenant que François Houtart prononça ces mots; ce fut lors de l'inauguration de l'UNIALSUR, un projet universitaire alternatif et décentralisé mené à bien par des agriculteurs-trices locaux, des académiciens-ciennes de l'Université Nationale de Heredia, différents artistes, par des représentant-es indigènes accompagnés d'enfants et de jeunes de

la communauté Finca Sonador au Costa Rica.

Les trois arbres «Amarillon» plantés lors de la cérémonie d'ouverture par François Houtart, Professeur de Sociologie et Théologie à l'Université Louvain en Belgique et anciennement secrétaire du Forum Mondial Social, se portent à merveille - tout comme le projet d'ailleurs - et atteignent aujourd'hui entre dix et quinze mètres de hauteur. Symbole vivant de ce projet, ils ont été boisés à l'entrée de la maison de la célèbre chanteuse Guadalupe Urbina qui s'occupe des projets culturels de la Finca Sonador. C'est à l'unanimité que l'Assemblée, en ce jour de fête, nomma François Houtart directeur de l'initiative. Il résuma la philosophie du projet, qui aujourd'hui a été renommé *Escuela de la Tierra*. Voici ses mots: «Il est important de se réunir et de partager nos connais-

sances, pour que chacun puisse acquérir de nouvelles compétences et développer de nouvelles forces. La macro-agriculture peut contribuer de manière significative à la survie de notre «Madre Tierra». Son incroyable cycle et ses capacités de régénération offrent l'espoir d'un nouvel équilibre social et culturel au sein de nos régions agricoles.

La multiculturalité provenant de philosophies et traditions religieuses différentes vivant actuellement dans le village de la Finca Sonador permet de constituer une éthique correspondant à nos valeurs: l'ouverture et le développement du savoir et du bien-être, le fameux «buen vivir». Cette façon de penser est spécialement dédiée à notre Mère Nature; nous attribuons une large part de notre projet à celle-ci. Il est important d'étudier les différentes voies qui nous sont proposées, la pierre angulaire étant la reconnaissance de la Nature en tant qu'Individu indépendant formant un Tout d'une valeur inestimable. Indépendant, dans le sens où cette intégrité ne doit pas dépendre de la folie consumériste humaine. Notre monde ne doit pas se limiter à l'accumulation de biens, nous devons prendre conscience que notre Terre est la Vie. Quand je parle de cette Vie, je pense notamment à tout ce que cela englobe comme la protection de la Nature, la créativité, l'amélioration des conditions de l'Humain; non seulement physique et biologique mais également culturelle et spirituelle. Et ceci pour tous les êtres, y compris les animaux, les plantes: en somme toute forme de vie sur Terre. Voilà ce que j'appelle aujourd'hui le Droit de la Nature.»

Un projet pionnier

C'est à travers son discours que François Houtart constitua la philosophie et l'éthique de l'*Escuela de la Tierra*. Cette année 2017 fut déterminante en matière d'activités, tant au niveau éducatif que dans la création de nouvelles directives. C'est cette même année-là que François nous quitta pour toujours.

Ce sont les idées des professeur-es et étudiant-es de l'Université Nationale d'Heredia qui furent déterminantes dans le développement du projet. Lors de leur première visite de la Finca en 2003/04, ils furent enchantés et de là naquit ce projet unique. Depuis, ils n'ont point perdu de vue la communauté de Longo maï. Fondateur actif du projet, le professeur Eduardo Saxe, directeur de la chaire «Doctorat des Etudes latino-américaines», décrit l'idée fondatrice du projet:

«Nombre de mes collègues retraité-es de l'Université s'intéressent au projet de l'*Escuela de*

la Tierra. Ils sont encore très dynamiques et l'envie est au rendez-vous. Tout comme les étudiant-es qui viennent à peine de terminer leurs études, qui dans la foulée ne trouvent pas d'emploi, peuvent intégrer le projet. La plupart des membres de notre équipe proviennent de ces deux pôles. Nous ne nous cantonnons pas seulement au schéma académique, mais recrutons également des agriculteurs/trices, des villageois-es de la Finca Sonador et environs. Ceux-ci sont formés en tant que professeurs-eurs et intégrés au projet.

Don Pedro est un de ceux-là. Il vient du Salvador. Il a fui son pays dans les années 80 pour venir s'installer au village Sonador. Ses connaissances sont un véritable trésor. Son exploitation agricole est un exemple de ferme biologique. De la production de bio-gaz grâce aux excréments de ses vaches à la lombriculture, ce mode de vie pratiqué par la famille de Don Pedro est la permaculture qui depuis des générations est utilisé sur le continent par les indigènes. Ce sont les élèves et étudiant-es qui, à travers leurs stages et séjours d'études, profitent de cette richesse de connaissances mise à disposition par l'*Escuela de la Tierra*. La priorité est donnée à nos jeunes élèves ainsi qu'aux enfants de la région. Ils n'ont pas de frais de scolarité, même si les cours ont un coût, comme par exemple lors des séminaires internationaux sur la permaculture. Nous organisons des cours, effectuons de la recherche sur les Droits Humains, sur les Droits de la Paix, sur la Justice Sociale ainsi que sur la sauvegarde de l'environnement. Ma contribution personnelle au programme de l'école est l'analyse du développement des conditions de l'Humain et la Philosophie. Nous organisons différentes conférences internationales où nous convions un grand nombre de Connaissances et de Savoir provenant de tous les continents.»

Infrastructures et travail de la terre

L'*Escuela de la Tierra* se trouve sur la partie supérieure de la Finca Sonador. Une parcelle de cinq hectares a été mise à disposition pour le projet. Le lieu s'appelle *Granja Campo Grande*. Ce sont sur ces mêmes terres que dans les années quatre-vingt se réfugièrent les exilés salvadoriens produisant ainsi l'expérimentation du mélange de cultures.

Aujourd'hui, sur ces mêmes terres, trône fièrement le siège de l'école. Le bâtiment principal «la Maison du Savoir de notre Mère la Terre» fut érigé en 2017. Cette structure ouverte en bois d'une superficie de deux cents mètres carrés com-



Frans Krajcberg, les lianes blanches, 1991

prend une aula permettant d'accueillir soixante personnes, une cuisine commune, une salle à manger, un bureau administratif ainsi que deux chambres doubles avec leurs installations sanitaires. Le courant électrique est fourni par une installation solaire placée sur le toit fournissant l'énergie nécessaire aux activités. La moitié des cinq hectares est consacrée à la production agricole et à l'expérimentation, l'autre moitié, une parcelle de forêt secondaire, est réservée à la recherche sur l'agroécologie. Durant ces deux dernières années, nous avons intensivement travaillé sur la mise en pratique du programme de formation de l'école.

Juan Gomez, Docteur des Etudes latino-américaines, soutenu par Juri Spendlingwimmer, titulaire d'une maîtrise en Ethnologie, étaient responsables de cette mise en œuvre. Juan Gomez partage avec nous ses impressions:

«Ces deux dernières années, nous avons formé cinq jeunes du village de la Finca Sonador à la pratique d'un cours intensif sur l'agriculture biologique. Notre concept pédagogique est axé sur l'autonomie à travers une planification collective. Nous orientons notre formation sur l'autonomie garantissant à nos jeunes une liberté d'action totale et une somme de connaissances importantes pour accueillir leur futur d'une manière plus sereine, plus humaine. Notre modèle se distingue par ses petites infrastructures où l'on pratique une agriculture biologique. Nous utilisons toutes les connais-

sances actuelles et étudions les divers cycles économiques locaux et régionaux. L'année passée, l'école a accueilli trente-cinq étudiants venus de pays différents. Ils sont tous repartis avec une formation sur la permaculture. De plus, nous avons la chance d'avoir pu former deux professeurs supplémentaires ainsi que deux jeunes du village, venant renforcer le corps enseignant de l'Escuela de la Tierra. Parallèlement, nous avons soutenu quatre étudiants pour l'obtention du diplôme. Leurs mémoires se concentrent sur les sujets tels que l'alimentation équilibrée, la qualité de l'eau, les mouvements sociaux dans la région ainsi que le traitement des conflits locaux et le respect des Droits humains. Douze nouveaux membres de formation académique (médecins et titulaires de maîtrise) nous ont également rejoints. Grâce à leur enthousiasme et à leur temps libre, ils soutiennent activement les différents programmes de l'école tels qu'études, recherche et pédagogie appliquées enseignées au sein de l'école. L'intense échange entre les Universités telles que York au Canada, Arizona en Espagne, l'UCR, l'UNA et l'Université de la Paix du Costa Rica a permis à plus d'une centaine d'étudiants de rejoindre le village de la Finca Sonador durant leur séjour. Les revenus additionnels octroyés par ce tourisme pratique permettent aux familles accueillant les jeunes d'améliorer leurs conditions de vie. Enfin, j'aimerais mentionner l'initiative de notre ami autrichien

Bernhard Ungerer qui accomplit son service civil durant une année au sein de la fondation. Il participe activement à la réalisation du centre en proposant des alternatives à la construction telles que le bambou et autres matériaux naturels recyclables (...).

Dans un prochain numéro d'Archipel, nous vous présenterons les

témoignages de différentes femmes participant au projet de l'Escuela de la Tierra. Nous aurons également le privilège d'accueillir la chanteuse et musicienne Guadalupe Urbina qui nous dévoilera son projet de la Casa madre monte.

Roland Spendlingwimmer,
Longo mai, Costa Rica

SUISSE

Initiative Monnaie Pleine, sagesse rétrospective

Une glose sur l'acceptation de la Monnaie Pleine en Suisse. 15 décembre 2018. Six mois après la votation historique du 10 juin dernier sur l'introduction de la Monnaie Pleine, il est temps de faire un point. Sur l'initiative elle-même et l'ampleur de ses effets, mais également sur le climat au moment de la votation en Suisse.

Dans les semaines précédant ce vote, des informations circulaient au sujet d'un effondrement financier imminent, car malgré la crise financière de 2008, le monde bancaire appliquait constamment les recettes à l'origine du krach. «On ne peut pas lutter contre les crises récurrentes du capitalisme avec les outils-mêmes qui les provoquent», s'étaient dit les instigateurs de l'initiative «Monnaie Pleine», constatant que l'une des causes en est la création monétaire (voir encadré). La création de l'argent connaît, depuis la fin du vingtième siècle, une digitalisation accélérée marginalisant les billets et les monnaies palpables – seules formes garanties par l'Etat et émises exclusivement par la Banque nationale. On ne peut pas oublier que c'est l'Etat qui a sauvé de la faillite, en 2008, la plus grande banque suisse UBS – *too big to fail*. Ce n'était qu'affaire de bon sens, de confier la production du bien public¹ que représente l'argent, à l'institution publique créée à cet effet et qui, en Suisse, s'appelle Banque nationale.

Qui crée l'argent?

L'initiative pour la Monnaie Pleine avait posé cette question fondamentale: «Qui doit créer notre argent: les banques privées ou la Banque nationale?» Elle avait ainsi touché le nerf du malaise, dénonçant l'omnipotence du monde bancaire. Une préoccupation largement partagée en Suisse.

Certains des militants pour la Monnaie Pleine espéraient secrètement qu'un krach financier avant la votation du 10 juin contribuerait de

manière significative à l'adoption de l'initiative. Or la bulle financière n'a explosé que bien plus tard, ce jeudi noir du 4 octobre 2018. Depuis lors, des sujets tels que le sauvetage des banques par l'Etat, les faillites, les fusions et surtout le chaos dans le commerce, l'industrie, l'alimentation et l'approvisionnement en énergie, font la une des médias partout dans le monde. Nous pouvons dire rétrospectivement que la grande incertitude et l'inquiétude que nous vivons actuellement n'auraient pas aidé le oui à s'imposer dans l'opinion. La peur et la panique s'avèrent être piètres conseillères. Or c'est bien une réflexion pragmatique et posée qui a rendu possible l'acceptation de la Monnaie Pleine, à l'image des propos de cette votante: «La Monnaie Pleine ne devrait pas déranger les banques. Elles continuent leurs affaires mais bénéficient dorénavant en plus d'une garantie de l'Etat²».

Des observateurs du scrutin ont noté qu'un autre argument avait contribué au succès: l'initiative allait redorer à la Suisse son

1. La monnaie a plusieurs propriétés, dont certaines sont contradictoires: l'argent est un bien public et peut aussi être une propriété. En tant que bien public, il agit comme unité de paiement et mesure la valeur des choses, des services et des biens. En tant que propriété, il peut être accumulé et devenir ainsi un instrument de domination.

2. Les banques produisent 90% de la monnaie électronique, peu sûre. En cas de crise bancaire majeure, vous ne pouvez plus retirer votre argent et votre crédit sera perdu. Avec l'initiative Monnaie Pleine, les avoirs bancaires deviennent de vrais francs suisses. La monnaie électronique de la Banque nationale sera aussi sûre que l'argent dans le coffre-fort. (Extrait d'un prospectus de l'Initiative Monnaie Pleine)

blason de place financière de première importance.

Monnaie Pleine et Croix-Rouge

Cette comparaison, a priori pas évidente, émane d'un regard historique sur les initiatives venues de la Suisse, qui ont pu par le passé agréger la communauté internationale dans des politiques humanitaires. Evidemment l'ancien directeur de banque Hans Zuberbühler³ n'est pas Henri Dunant⁴, mais sa déclaration indiquait déjà l'importance de la proposition: «*Il faut mettre un terme à la création monétaire incontrôlée par les banques privées et à l'endettement incommensurable des Etats, des organisations et des particuliers qui y sont associés.*» Il soulignait la nécessité de nouvelles règles. La Monnaie Pleine en est une. Elle a démontré qu'il est possible d'imposer des règles à la digitalisation de l'argent, qu'un instrument de gestion pragmatique et souverain était à la disposition des Etats.

La création de la Croix-Rouge est aujourd'hui considérée comme un «acte pionnier» de la Suisse. Les blessés et les mutilés de guerre se voyaient accorder le droit élémentaire de recevoir des soins. Dans la guerre économique d'aujourd'hui, la Suisse est depuis le 10 juin 2018 le premier pays au monde à réglementer la création monétaire électronique. Depuis le cataclysme financier du jeudi noir, un intérêt et une reconnaissance

mondiale appuient cette mesure. Tout banquier «normal» peut voir désormais la Monnaie Pleine comme une sorte de parachute. Et la plus importante institution de coordination du monde bancaire, la Banque des Règlements Internationaux (BRI), a publié il y a quelques jours les nouvelles règles de «Bâle 4» sur l'adéquation des fonds propres⁵, qui sont fortement influencées par la décision de la population suisse du 10 juin.

Vers plus de justice?

«*La Suisse est la seule nation à avoir la possibilité d'introduire un système monétaire plus juste grâce à la démocratie directe. Comme la réduction de la dette publique sera possible avec cette réforme, j'espère que des pays pauvres copieront bientôt la Suisse pour réduire leurs dépendances causées par le surendettement, pour élever la qualité de vie des gens et, globalement, protéger la nature.*» Cet espoir qu'exprimait Hans R. Herren, prix Nobel alternatif et fondateur de Biovision, a été suivi d'effet quelques semaines après le vote. Le Burkina Faso a, entre autres, annoncé qu'il quitterait la zone économique et monétaire ouest-africaine⁶ et introduirait sa propre devise souveraine en Monnaie Pleine. Thomas J. Jordan, président de la Direction générale de la Banque nationale suisse (BNS), s'était prononcé contre l'initiative Monnaie Pleine, puis dans les premières semaines suivant la décision historique, avait agi avec beaucoup de retenue. Mais il a discrètement soutenu l'initiative du gouverneur de la Banque centrale du Burkina Faso, lors de sa

réunion mensuelle de coordination des gouverneurs des principales banques centrales, au siège de la BRI à Bâle. Les pays africains comptent parmi les principales victimes de la catastrophe financière d'octobre⁷.

L'analyse des effets de l'argent plein comme «*recette contre la crise*» reste à poursuivre. Une chose est déjà certaine, la création de la Croix-Rouge a mené à la Convention de Genève mais elle n'a pas pu abolir la guerre. La Monnaie Pleine ne suffira pas à abolir le capitalisme. Elle replace néanmoins au centre des débats des questions essentielles.

«*Cette votation en Suisse a été un défi pour les règles d'équité de Bâle 4*», vient de reconnaître le président de la BNS, Thomas J. Jordan dans l'émission de la radio suisse romande, la première, *Futur antérieur*. Le 10 juin 2018, nul doute, c'était du blanchiment sage.

Hannes Lammler
Membre du FCE Suisse

3. Dr oec. HSG Hans Zuberbühler, ancien Directeur UBS4. Fondateur de la Croix-Rouge.

4. Fondateur de la Croix-Rouge.

5. La BRI élabore des règles qui proposent l'assiette des fonds propres lors de l'octroi de prêts ou de monnaie scripturale. Bâle 3 recommande 18%. Un langage parsemé d'anglicismes, de termes techniques et de définitions complexes de ce qui devrait être considéré comme base des fonds propres, des dépôts des épargnants, etc. ne facilite en rien la compréhension. Dans le futur imaginaire de cette glose, ces règles sont revues dans le cadre Bâle 4 suite à l'acceptation de la Monnaie Pleine en Suisse.

6. Union économique et monétaire ouest africaine UEMOA (zone franc CFA)

7. Pour mieux comprendre la dépendance monétaire: Nicolas Agbohu, *Le Franc CFA et l'euro contre l'Afrique*.

Aujourd'hui, seuls les pièces et les billets sont des moyens de paiement légaux et émis par la Banque nationale. Ils ne constituent que 10% de la masse monétaire en circulation. Les 90% restant sont de la monnaie électronique (ou monnaie scripturale), que les banques créent elles-mêmes à volonté afin de financer leurs activités. L'initiative Monnaie Pleine veut que seule la Banque nationale produise l'argent, y compris l'argent électronique.

Cette décision est soumise au vote de la population suisse le 10 juin prochain.

Lien vers la campagne: <initiative-monnaie-pleine.ch>

Christian Frey a dédié à l'initiative de la Monnaie Pleine une chanson: «Ds Monopoly». A écouter avec sous-titres en français sur: <www.youtube.com/watch?v=yKKSTsujiQ>

blir et isolent un grand nombre des personnes arrivant en Suisse. Le permis F provisoire maintient des milliers de personnes dans une précarité à long terme et leur enlève ainsi la possibilité d'une vie indépendante et autodéterminée sur le territoire suisse.

La motion de la droite «*Pour une législation cohérente envers les sans-papiers*» qui sera traitée lors de la session parlementaire d'automne, vise à démanteler des droits fondamentaux tels que le droit à l'assurance maladie ou le droit à l'école pour les enfants de sans-papiers. Il s'agit là d'un retour en arrière de plus de dix ans.

Aussi, dans des cantons tels que Zurich et Genève, l'aide d'urgence devient un domaine d'expérimentation de stratégies répressives afin de forcer le départ de ses bénéficiaires. En décembre, la Suisse fêtera ses dix ans d'adhésion aux accords de Dublin, décennie durant laquelle elle aura effectué pas moins de 30.000 rapatriements dans différents pays de l'UE.

Avec la mort de Mike en mars, un sans-papiers et membre du collectif Jean Dutoit à Lausanne, une cinquième personne non blanche est morte entre les mains de la police en l'espace de 18 mois. Ceci est la triste pointe de l'iceberg.

Nous vous appelons donc à venir nombreuses et nombreux à Berne le 16 juin pour participer à cette manifestation nationale «*Entre nous pas de frontières*». Vous pouvez commander des tracts et affiches auprès de nous ou de Solidarité sans frontières (<www.sosf.ch>).

Claude Braun
FCE, Suisse

ABONNEMENT

Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS

Je peux diffuser Archipel autour de moi et commandeN°, à régler après la vente

Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse

Nom:

Adresse:

Pays:

Profession/Organisation:

Téléphone:

Mail:

Par chèque ou mandat postal
Pour la Suisse:
Forum Civique Européen,
PC 40-8523-5
St Johannis-Vorstadt 13,
CH-4001 Basel. Libellé: Archipel
Pour les autres pays:
FCE, le Pigeonnier,
F-04300, Limans

SUISSE

Entre nous pas de frontières

Le 16 juin, lors de la journée des réfugiés, une coalition de 60 organisations appelle à manifester à Berne leur opposition aux traitements répressifs et xénophobes auxquels les migrant-es sont soumis en Suisse.

Les anciennes et nouvelles guerres continuent de dévaster d'innombrables régions du monde. L'Europe ne cesse d'exploiter les pays du Sud et de réinventer son pouvoir colonial. Dans le monde entier, les violences et la pauvreté forcent des millions de personnes à fuir leur habitat. Les frontières de l'Europe se déploient toujours plus loin et sont érigées en Afrique. La Méditerranée et le

Sahara ont des airs de fosse commune. En Suisse, on est scandalisé par la traite des esclaves en Libye, tout en se réjouissant de la diminution du nombre de demandes d'asile.

En 2018, le mouvement antiraciste doit faire face à des défis sur tous les fronts. Les centres fédéraux rendent les liens entre la population civile et les demandeurs d'asile encore plus difficiles à éta-